

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Brussels, March 26, 1976

Summary of a speech by Mr. P.J. LARDINOIS, Member of the Commission of the European Communities, delivered before the Scottish National Farmers' Union in Aviemore, Invernesshire, on March 25, 1976.

In a speech delivered yesterday before the Scottish National Farmers' Union in Aviemore, Mr. Lardinois repeated his appeal to Finance Ministers, made in London earlier this week, to rebuild as a matter of extreme urgency the monetary "snake" arrangement and to reinforce it by Community management. "If they do not, the CAP will be a dead letter by the end of the year and the entire Community will not survive a blow like that for long. Our political leaders must show at the beginning of April in Luxemburg that they have the courage to tackle this great problem".

According to Mr. Lardinois agriculture and the food and ancilliary industries (20-25 % of total economic activity of the Community) have been largely protected during this period of deep recession "because the CAP has taken - and is still taking - the brunt of a lot of pressure from the rest of the economy. This is the biggest achievement of our policy so far".

Mr. Lardinois asked farmers to seek the highest possible efficiency, to increase their marketing efforts and to emphasise quality production. "Farmers have a responsibility to themselves to ensure that they are efficient. Too often farmers, dairies, meat factories and so on do not make a strong marketing effort. Too often intervention is regarded as a soft option instead of a safety net. This is harmful", Mr. Lardinois said. He advocated the development of marketing schemes by farmers' associations, such as the National Farmers' Union had undertaken for lamb and cattle, as a way in which the farming community "can do a great deal to increase its own well-being".

In this respect Mr. Lardinois pointed to the surpluses in the dairy sector which "are a waste of everybody's money and something must be done to prevent them building up". Therefore, the Commission will propose to the Agricultural Ministers before the summer a package of measures including financial coresponsibility of milk producers in disposing of surpluses and other measures aiming at reducing supply and increasing demand. Dairy farmers should use more home-grown feed in order to contribute to the solution of the surplus problem. "Low soya prices are causing farmers to feed for extra gallons. In effect, the Community is importing soya, processing it into milk powder and butter and putting it into intervention. This is not good business." Referring to the compulsory purchase scheme for 400,000 tonnes of skimmed milk powder, Mr. Lardinois pointed out that this is a once and for all measure. However unpleasant this scheme may be "there is no practical alternative".

.../...

Mr. Lardinois stressed the positive aspects for farmers of the recent decisions on guaranteed prices for 1976/77. These decisions will result in a 15 % increase of prices guaranteed to British farmers and in the maintenance of the beef premium scheme in a form that could "be a bridge between the system operated in Britain and something that the Community could take over in 1977". For Scottish beef producers the price settlement will mean an increase of 12.6 % "which means that in sterling terms guaranteed prices for beef have doubled since 1973". During the same period milk prices in sterling terms have increased by 85 %. Mr. Lardinois emphasised the importance for sheep meat producers of the proposed EEC regulation. This will mean free movement of sheep meat after January 1, 1978 and "there are areas in the Community where sheep meat is hardly consumed". Therefore "market prospects for sheep are good".

Apart from market and price support the CAP offers a number of other measures and schemes which can help farmers to develop their businesses, Mr. Lardinois said. As examples he mentioned the hill-farming scheme, aids for modernisation, for launching producer groups, for tourist development and for infrastructure development. For all these measures, money is available not only from the European Agricultural Fund but also from the Social and Regional Funds. Mr. Lardinois also mentioned proposals now before the Council of Ministers for a Community forestry policy, special aids for young farmers and a system of aids for processing and selling agricultural products.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Bruxelles, le 26 mars 1976

Résumé du discours prononcé le 25 mars 1976 par M. P.J. Lardinois, membre de la Commission des Communautés européennes, devant la Scottish National Farmers' Union à Aviemore, Invernesshire

Dans un discours qu'il a prononcé hier devant la Scottish National Farmers' Union à Aviemore, M. Lardinois a réitéré l'appel qu'il avait déjà lancé cette semaine à Londres aux ministres des finances, les invitant à reconstituer de toute urgence le serpent monétaire et à le renforcer dans un cadre communautaire. "S'ils ne le font pas, la PAC sera lettre morte à la fin de l'année et la Communauté tout entière ne survivra pas longtemps à un tel échec. Les responsables politiques devront prouver au début du mois d'avril à Luxembourg qu'ils ont le courage voulu pour s'attaquer à ce problème important.

Selon M. Lardinois, l'agriculture et les industries alimentaires et connexes (20 à 25 % de l'activité économique totale de la Communauté) ont été largement protégées pendant la profonde récession que nous venons de connaître "parce que la PAC a résisté - et résiste toujours - aux pressions exercées par le reste de l'économie. C'est là jusqu'à présent le résultat le plus probant de notre politique".

M. Lardinois a demandé aux agriculteurs de chercher à atteindre la rentabilité la plus élevée possible, d'accroître leurs efforts de commercialisation et d'accorder la priorité à une production de qualité. "Les agriculteurs se doivent à eux-mêmes de faire en sorte que leur activité soit rentable. Il arrive trop souvent que les agriculteurs, les laiteries, les conserveries de viande, etc., ne fassent pas de véritable effort de commercialisation. Il arrive trop souvent aussi que l'intervention soit considérée comme une option facile et non comme un filet de sécurité. Cela est regrettable", a déclaré M. Lardinois. Il s'est prononcé en faveur de la mise en oeuvre par les associations d'agriculteurs de plans de commercialisation semblables à ceux que la National Farmers' Union a élaborés pour le mouton et le gros bétail; la communauté des agriculteurs "peut ainsi faire beaucoup pour accroître son propre bien-être".

A ce propos, M. Lardinois a évoqué les excédents du secteur laitier. "Ils constituent un gaspillage de deniers publics, et il faut les empêcher de se développer." C'est pourquoi la Commission proposera avant l'été aux ministres de l'agriculture un ensemble de mesures incluant la coresponsabilité financière des producteurs de lait concernant l'écoulement des excédents, et d'autres mesures visant à la réduction de la production et à l'accroissement de la demande. Les producteurs laitiers devraient utiliser davantage d'aliments d'origine nationale afin de contribuer à la solution du problème des excédents. "Le faible prix du soja est une incitation à produire davantage de lait. En fait, la Communauté importe du soja qui est transformé en lait en poudre et en beurre qui sont vendus à l'intervention. Cela ne rime à rien." Se référant au projet d'achat obligatoire de 400.000 tonnes de lait en poudre écrémé, M. Lardinois a fait remarquer qu'il s'agissait là d'une mesure unique. Toutefois, quelque

déplaisant que soit ce projet, "il n'y a pas d'autre solution concrète."

M. Lardinois a ensuite souligné les aspects positifs pour les agriculteurs des récentes décisions relatives aux prix garantis pour 1976/77. Ces décisions se traduiront par une augmentation de 15 % des prix garantis aux agriculteurs britanniques et par le maintien du système de la prime à la production de viande bovine, sous une forme qui pourrait "constituer une transition entre le système en vigueur en Grande-Bretagne et un système que la Communauté pourrait adopter en 1977." Pour les producteurs écossais de viande bovine, l'accord se traduira par une augmentation de 12,6 % des prix, "ce qui signifie que les prix garantis en sterling pour la viande bovine ont doublé depuis 1973." Pendant la même période, les prix du lait en sterling ont augmenté de 85 %. M. Lardinois a souligné l'importance pour les producteurs de viande ovine du règlement proposé par la CEE. Il se traduira par la libre circulation de la viande ovine après le 1er janvier 1978 et, "certaines régions de la Communauté ne consommant pratiquement pas de viande de mouton", les "perspectives de commercialisation sont bonnes".

En plus de l'aide qu'elle apporte à la commercialisation et aux prix, la PAC prévoit un certain nombre d'autres mesures qui peuvent aider les agriculteurs à développer leurs activités, a encore dit M. Lardinois. Il a mentionné, à titre d'exemples, les mesures relatives à l'agriculture de montagne, les aides à la modernisation, à la constitution de groupements de producteurs, au développement du tourisme et au développement des infrastructures. Pour la mise en oeuvre de toutes ces mesures, des ressources sont disponibles, non seulement grâce au Fonds agricole européen mais aussi grâce aux Fonds social et régional. M. Lardinois a également mentionné les propositions actuellement soumises au Conseil de ministres et qui concernent une politique communautaire dans le secteur de la sylviculture, des aides spéciales aux jeunes agriculteurs et un système d'aide à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.

- - - - -